

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement



Discours de

SON EXCELLENCE Dr IKILILOU DHOININE

Président de l'Union des Comores

à l'occasion de la 66^{ème} Session

de l'Assemblée Générale de l'ONU

New York, le 23 septembre 2011

- **Monsieur le Président de l'Assemblée Générale ;**
- **Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;**
- **Majestés ;**
- **Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat ou Chefs de délégations ;**
- **Honorable assistance ;**

As sallam Aleikum !

C'est un grand honneur et un privilège pour moi, de m'adresser, pour la première fois, à cette Auguste Assemblée, depuis mon investiture comme Président de l'Union des Comores, le 26 mai dernier.

Permettez-moi, tout d'abord, d'adresser mes chaleureuses félicitations à **Son Excellence Monsieur Nassir Abdulaziz Al-Nasser**, Président de l'Assemblée, pour sa brillante élection à la présidence de cette Soixante Sixième session ordinaire. Mes félicitations s'adressent également à **S.E.M. Joseph DEISS** et à toute son équipe pour le travail remarquable qu'ils ont accompli durant leur mandat.

Je voudrais, enfin, rendre un hommage mérité au Secrétaire Général des Nations Unies, **Son Excellence Monsieur Ban KI-MOON**, pour les efforts louables qu'il ne cesse de déployer pour que notre organisation réponde, au mieux, aux objectifs qu'elle s'est fixés, dans un monde de plus en plus marqué par des crises de toutes sortes : crise politique, économique, sociale et environnementale.

Monsieur le Président ;
Excellences Mesdames et Messieurs ;

Cette 66^{ème} Session de notre Assemblée se tient à un moment où l'humanité entière traverse une de ses périodes les plus difficiles.

En effet, la paix, ce bien commun le plus précieux au monde, n'a jamais été aussi menacée. Elle est menacée dans tous nos continents, dans nos régions, dans nos sous-régions et dans chacun de nos pays.

Elle est menacée par les crises politiques, les maladies et les catastrophes naturelles. Elle est également menacée par le mal vivre, le chômage, la précarité et par le sous-développement.

Les foyers de tensions ouverts dans différentes régions du globe et les révolutions récentes en Afrique du Nord et au Moyen Orient font et continuent à faire de nombreuses victimes.

Nos pays subissent encore le poids des maladies émergentes mais aussi et surtout des maladies non-transmissibles. En effet, les cancers, les diabètes et les maladies cardio-vasculaires, notamment, font beaucoup de victimes dans nos pays et menacent leur développement.

Le problème de l'éducation, le manque d'infrastructures de base, d'énergie et d'eau potable menacent eux aussi, la paix et la sécurité dans beaucoup de pays en développement.

Par ailleurs, aucun pays n'est aujourd'hui à l'abri des catastrophes naturelles liées aux changements climatiques. Cette situation est encore plus tragique dans les petits Etats insulaires en développement.

San parler des effets néfastes de la crise financière qui continue encore à affecter nos pays et qui constitue un sérieux handicap pour l'avenir de l'économie mondiale.

Aussi, voudrais-je lancer un appel pressant à la communauté internationale pour renforcer son rôle dans la recherche d'une solution rapide à toutes ces crises.

**Monsieur le Président ;
Excellences Mesdames et Messieurs ;**

En effet, c'est en luttant ensemble et efficacement contre les maladies que nous parviendrons à préserver nos populations et à assurer une meilleure rentabilité de nos ressources humaines.

Nous pouvons également, en unissant nos forces, enrayer le chômage, à travers l'éducation et la création d'emplois et réussir à relancer le développement socio-économique de nos pays.

De même, en éradiquant la corruption, de plus en plus répandue dans nos pays, nous parviendrons à relancer notre développement, facteur essentiel de paix et de stabilité.

Par ailleurs, en consolidant la culture de la démocratie et l'Etat de droit, nos pays évolueront vers plus de paix et de stabilité, conditions essentielles pour le développement durable.

Nous devons, Mesdames et Messieurs, développer davantage la solidarité au sein des pays membres du Concert des Nations. C'est la condition à remplir pour sortir le monde, qui est le notre, de l'état de vulnérabilité.

Les efforts que déploient les pays en développement, dans une conjoncture toujours plus difficile, ne pourront porter leurs fruits sans une solidarité agissante.

La mobilisation quasi-collective qu'on observe aujourd'hui en Europe et en occident en général, pour juguler la crise financière est fortement louable, toutefois, elle doit s'étendre à d'autres domaines et à d'autres continents.

Aussi, il convient, en effet, d'agir ensemble et d'agir vite, en faveur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement qui suscitent tant d'espoir dans nos pays.

Dans ce monde en crise, l'Union des Comores a vécu, pour la deuxième fois cette année, une alternance pacifique exemplaire au sommet de l'Etat.

Toutefois, son ancrage dans la démocratie et la bonne gouvernance ne sera réellement irréversible et pérenne si la pauvreté, la misère et la précarité perdurent.

C'est ainsi que nous avons pris des mesures pour la lutte contre la corruption, pour une meilleure utilisation des ressources nationales mais aussi pour la préservation et la protection de la biodiversité.

En effet, comme petit Etat insulaire en développement, directement concerné, nous accordons une attention toute particulière à la question des changements climatiques et de l'environnement.

Nous nous employons au quotidien pour améliorer les conditions de vie de nos concitoyens, mais nous avons également besoin de l'appui de la communauté internationale.

Par ailleurs et en dépit de sa situation difficile, mon pays ne saurait se dérober à ses responsabilités d'acteur au sein de la communauté internationale.

Nous entendons apporter notre modeste contribution à la marche de l'humanité en quête d'un monde meilleur.

C'est ainsi que nous prenons une part active dans la consolidation de la paix et de la sécurité en participant à la Brigade en Attente des pays de l'Afrique de l'Est, conformément aux sollicitations de la communauté internationale.

Nous avons conscience de la modestie de nos moyens, mais nous comptons jouer notre rôle au sein de la Mission des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour (Minuad) car la promotion de la paix partout dans le monde et plus particulièrement en Afrique, reste pour nous, un impératif majeur.

Le terrorisme, la piraterie et les autres crimes organisés transfrontaliers, y compris les trafics de stupéfiants et d'armes légères sont aujourd'hui autant de menaces directes contre la sécurité humaine et la sécurité nationale de nombreux pays.

Mon pays fait de son mieux pour combattre ces fléaux, mais la communauté internationale doit aussi apporter plus d'assistance dans la prévention, dans ses dimensions structurelles et opérationnelles.

L'alerte rapide, l'échange de renseignements et d'expérience, l'assistance réciproque en matière de formation, d'organisation et de développement des capacités, permettront aux Etats et aux organisations régionales, notamment l'Union Africaine, de renforcer leurs capacités.

Monsieur le Président;

Les questions non résolues, parfois depuis des décennies, restent également des sources de conflits, susceptibles de remettre en cause la paix et la sécurité.

Il en est ainsi de la question de Madagascar. La crise politique que traverse le peuple frère de Madagascar mérite toute l'attention de la communauté internationale.

Les efforts actuellement engagés par le gouvernement de transition, sous l'égide de la SADEC, appellent le soutien multiforme de la communauté internationale pour que cette grande île retrouve, enfin, la paix et la sécurité pour le bien-être de son peuple.

Il en est également ainsi de la question de la Palestine : les Comores ont toujours soutenu la lutte du peuple frère palestinien. Elles soutiennent la demande des autorités palestiniennes adressée à la communauté internationale pour la reconnaissance d'un Etat palestinien dans ses frontières de juin 1967, avec comme Capitale Jérusalem Est.

En effet, depuis plus de trois décennies l'occupation par Israël des terres palestiniennes reste une question non résolue.

Mon pays, en ce qui le concerne, va dans le sens de cette reconnaissance et en appelle à tout les pays épris de paix, de liberté et de justice, d'en faire autant.

L'Union des Comores ne saurait avoir d'autre position sur cette question, quand il est lui-même directement concerné par une autre question tout aussi sensible car relative, non seulement à son unité nationale et à l'intégrité de son territoire, à son histoire et au droit international mais

aussi à la paix dans la région de l'Océan Indien : je veux parler de la question de l'île comorienne de Mayotte.

Permettez-moi de souligner que l'inscription de cette question de l'île comorienne de Mayotte à l'ordre du jour des différentes Assemblées Générales des Nations Unies, les résolutions pertinentes de cette même Assemblée, celles de l'Union Africaine, de la Ligue des Etats Arabes et de l'Organisation de la Coopération Islamique, n'ont toujours pas réussi à apporter une solution à cette épineuse question qui nous oppose à la France depuis des décennies.

Comme vous le savez, la départementalisation de l'île comorienne de Mayotte, décidée unilatéralement par la France, est pour nous, comme pour la communauté internationale, nulle et non avenue, et ne pourrait, en aucun cas, être considérée comme un fait accompli.

En outre, le visa imposé par les autorités françaises aux Comoriens des trois autres îles a, à ce jour, brisé de nombreuses familles en faisant du bras de mer qui sépare Mayotte de l'île sœur d'Anjouan un immense cimetière dans lequel reposent les restes de milliers de mes compatriotes qui voulaient tout simplement se rendre dans une partie de leur territoire.

Cependant, nous ne pouvons rester, ni sur des condamnations sans suites, ni sur des positions figées qui ne contribuent nullement au règlement du contentieux, alors que mon pays continue à enregistrer de nombreuses pertes, au quotidien, du fait de ce visa imposé par la France.

C'est ainsi que je tiens à réitérer, du haut de cette tribune, notre légitime détermination à continuer à revendiquer la réintégration de l'île comorienne de Mayotte dans son ensemble naturel.

Toutefois, nous espérons pouvoir mener ce combat par la voie de la négociation nécessaire avec la France, un partenaire économique des Comores, mais aussi et surtout, en y associant nos frères et soeurs mahorais, car il ne peut y avoir de solution réaliste et durable à ce contentieux sans leur implication.

C'est la nouvelle approche que j'ai proposée dès mon investiture pour régler ce conflit territorial qui oppose mon pays à la France, depuis un peu plus de trois décennies, maintenant.

J'estime, en effet, que toute recherche d'une solution à cette épineuse question doit inclure nos frères et soeurs mahorais avec lesquels nous avons des liens communs, tissés par l'histoire, le sang, la langue, la religion et la culture.

Nous pensons que la forte diaspora comorienne présente en France, y compris dans l'île de la Réunion, peut se retrouver avec ses frères et soeurs de Mayotte et des trois autres îles comoriennes, pour échanger, afin de renouer leurs liens naturels, réaliser des projets et vivre en harmonie leur destin commun.

C'est dans cette optique et dans un souci de voir cette question qui dure depuis trop longtemps trouver, enfin, une issue favorable et pacifique, que nous souhaitons favoriser les négociations que nous estimons nécessaires, avec la France et avec nos frères et soeurs mahorais.

En parlant d'intégrité territoriale, permettez-moi de faire une mention spéciale à des pays qui occupent une place de choix dans le coeur des Comoriens.

Ainsi, au Royaume du Maroc, pays frère, dont mon pays a toujours partagé ses positions légitimes sur le Sahara occidental, je souhaite que le dialogue qui se tient sous l'égide des Nations Unies puisse aboutir rapidement à une résolution pacifique de cette question.

A la République Populaire de Chine, ce grand pays ami des Comores, nous lui renouvelons ici notre soutien indéfectible dans son combat légitime pour une seule Chine évoluant dans la paix et la prospérité.

Monsieur le Président ;

Je ne peux parler de justice et d'équité sans évoquer la nécessité des réformes au sein de notre Organisation, notamment au niveau de son Conseil de Sécurité.

Nous estimons que seule une meilleure représentativité de tous les continents au sein du Conseil de sécurité avec la nécessaire présence de l'Afrique au poste de membre permanent, pourra garantir une meilleure cohésion au sein de la communauté internationale et éliminer, ainsi, les frustrations et les antagonismes.

Pour conclure mon intervention, je voudrais remercier tous les pays amis mais aussi les organisations régionales et internationales qui ne cessent de nous apporter leur appui multiforme dans la relance du développement socio-économique de notre pays.

Je remercie plus particulièrement le Qatar qui a bien voulu abriter la Conférence des Bailleurs sur l'investissement et le développement aux Comores, dont les annonces faites ont commencé à se matérialiser, grâce aux efforts inlassables des Hautes Autorités qataris.

Je remercie, enfin, l'administration américaine pour les bonnes dispositions prises pour rendre agréable notre séjour dans ce grand et beau pays.

Je vous remercie.